

Amph
HMod
L

League of Nations, Council

1920. I A.

70/48/98

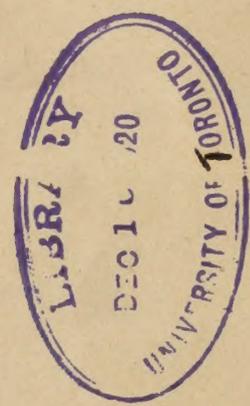


(Société des Nations)

(L'Avenir de la Ville de Dantzig)

RAPPORT AU CONSEIL PAR SON EXCELLENCE
M. LE VICOMTE ISHII, REPRÉSENTANT DU JAPON

League of Nations



The Future of the City of Danzig

REPORT TO THE COUNCIL BY HIS EXCELLENCY
VISCOUNT ISHII, JAPANESE REPRESENTATIVE

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Distribué aux membres du
Conseil et Secrétariat.

GENÈVE, le 13 novembre 1920.

L'avenir de la ville de Dantzig.

PAR SON EXCELLENCE MONSIEUR LE VICOMTE ISHII
REPRÉSENTANT DU JAPON

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL LE 17 NOVEMBRE 1920.

La question de la constitution de la future Ville libre de Dantzig était inscrite à l'ordre du jour de la session du Conseil à Bruxelles. Votre rapporteur a soumis à cette occasion au Conseil un rapport dans lequel il a exprimé l'avis que la question de donner à la Constitution de la Ville libre de Dantzig la garantie de la Société des Nations, ainsi que la question connexe de placer la Ville libre de Dantzig sous la protection de la Société des Nations sont des problèmes d'une telle importance et qu'ils soulèvent tant de questions qui méritent une considération approfondie qu'il serait désirable de ne pas discuter cette affaire lors de la réunion de Bruxelles, mais bien de remettre la discussion à la prochaine réunion du Conseil à Genève. Le Conseil s'est rallié à cet avis et votre rapporteur fut chargé de préparer dans le délai le plus court un rapport circonstancié qui pourrait former la base d'une discussion approfondie de la question.

J'ai donc l'honneur de soumettre au Conseil le rapport suivant :

Aux termes de l'article 100 du Traité de Paix de Versailles, l'Allemagne renonce en faveur des Principales Puissances alliées et associées à tous droits et titres sur le territoire compris dans les limites décrites dans l'article précité (Ville et territoire de Dantzig). C'est donc aux Grandes Puissances alliées qu'appartiennent, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, les droits de souveraineté sur Dantzig. Aux termes de l'article 102 dudit traité, les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à constituer la ville de Dantzig avec le territoire visé à l'article 100, en Ville libre.

D'après les renseignements qui viennent de me parvenir, les grandes Puissances se proposent de constituer la Ville libre à la date du 15 novembre. Cet acte de Constitution de la Ville libre comportera pour la Société des Nations des questions importantes à trancher : la question de la protection de la Ville libre et la question de la garantie de sa Constitution.

En effet, d'après l'article 102 du Traité de Paix de Versailles, la Ville libre « sera placée sous la protection de la Société des Nations » ; et d'après l'art. 103

LEAGUE OF NATIONS

20/48/98.

Distributed to Members of the
Council and Secretariat.

GENEVA, 13th November, 1920.

Future free City of Danzig.

REPORT TO THE COUNCIL

BY

HIS EXCELLENCY VISCOUNT ISHII JAPANESE REPRESENTATIVE.

ADOPTED BY THE COUNCIL NOVEMBER 17th, 1920.

The question of the Constitution of the future Free City of Danzig was included in the Agenda of the Council Meeting at Brussels. I submitted to the Council on that occasion a report in which I expressed the opinion that the question of giving the guarantee of the League of Nations to the Constitution of the Free City of Danzig, as also the kindred question of the placing of the Free City of Danzig under the protection of the League of Nations, are problems of such importance and raise so many points deserving lengthy consideration that it would be desirable not to discuss this matter at the Brussels meeting, but to postpone the discussion till the meeting of the Council shortly to take place at Geneva. The Council accepted this view, and I was asked to prepare as soon as possible a detailed report on which a full discussion of the question might be based.

I have therefore the honour to submit the following report to the Council.

By the terms of Article 100 of the Treaty of Peace of Versailles, Germany renounces all rights and titles to the territory included within the boundaries defined in this Article (City and Territory of Danzig) in favour of the chief Allied and Associated Powers. Thus, since the coming into force of the Treaty of Versailles, the sovereign rights over Danzig belong to the great Allied Powers. By the terms of Article 102 of this Treaty the Principal Allied and Associated Powers undertake to constitute the City of Danzig with the territory named in Article 100 as a Free City.

According to information which I have just received, the Great Powers intend to establish the Free City on November 15th. This act constituting the Free City involves important questions to be settled by the League of Nations, such as the protection of the Free City, and the guarantee of its Constitution.

According to Article 102 of the Peace Treaty of Versailles, the Free City "shall be placed under the protection of the League of Nations," and, according

dudit Traité, la Constitution de la Ville libre « sera placée sous la garantie de la Société des Nations ».

Il ne sera pas inutile de définir tout d'abord le sens exact des termes « Protection » de la Société et « Garantie » de la Constitution par la Société.

La « Protection » de la Ville libre par la Société des Nations paraît signifier que la Société des Nations s'engagera à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Ville libre de Dantzig de la même manière qu'elle le fait pour tous les membres de la Société des Nations, aux termes de l'art. 10 du Pacte.

Cette protection collective de la Société des Nations implique l'exclusion, sauf les restrictions prévues lors de l'établissement de la Ville libre, de toute ingérence particulière d'autres Puissances dans les affaires de Dantzig. Pour ce qui concerne les restrictions, il faut signaler les stipulations de l'art. 104 du Traité de Versailles qui prescrit qu'une Convention, dont les Principales Puissances alliées et associées s'engagent à négocier les termes et qui entrera en vigueur en même temps que sera constituée la Ville de Dantzig, interviendra entre le Gouvernement polonais et la Ville libre en vue :

1° de placer la Ville libre de Dantzig en dedans des limites de la frontière de la Pologne, et de pourvoir à l'établissement d'une zone franche dans le port ;

2° d'assurer à la Pologne, sans aucune restriction, le libre usage et le service des voies d'eau, des docks, bassins, quais et autres ouvrages sur le territoire de la Ville libre nécessaires aux importations et exportations de la Pologne ;

3° d'assurer à la Pologne le contrôle et l'administration de la Vistule et de l'ensemble du réseau ferré dans les limites de la Ville libre, sauf les tramways et autres voies ferrées servant principalement aux besoins de la Ville libre, ainsi que le contrôle et l'administration des communications postales, télégraphiques et téléphoniques entre la Pologne et le port de Dantzig ;

4° d'assurer à la Pologne le droit de développer et d'améliorer les voies d'eau, docks, bassins, quais, voies ferrées et autres ouvrages et moyens de communication ci-dessus visés, et de louer ou acheter, dans des conditions appropriées, les terrains et autres propriétés nécessaires à cet effet ;

5° de pourvoir à ce qu'aucune discrimination soit faite, dans la Ville libre de Dantzig, au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaise ;

6° de faire assurer par le Gouvernement polonais la conduite des Affaires Extérieures de la Ville libre de Dantzig, ainsi que la protection de ses nationaux dans les pays étrangers.

Les stipulations que je viens de citer ont pour but de garantir à la Pologne libre accès à la mer. L'intention du traité de Versailles n'était pas d'incorporer la Ville libre dans la Pologne. Dans la lettre d'envoi que la Conférence de la Paix a adressée au Président de la Délégation allemande à Paris en date du 16 juin 1919, il est dit : « La Ville de Dantzig recevra la Constitution d'une Ville libre : ses » habitants seront autonomes ; ils ne passeront pas sous la domination de la Pologne » et ne feront pas partie de l'Etat Polonais. La Pologne obtiendra certains droits » économiques à Dantzig ; la Ville même a été retranchée de l'Allemagne parce » qu'il n'y avait pas d'autres moyens possibles de fournir ce libre et sûr accès » à la mer », que l'Allemagne avait promis de céder ».

Je reviendrai plus tard à la Convention entre Dantzig et la Pologne.

La stipulation du Traité de Versailles d'après laquelle la constitution de la Ville libre sera placée sous la garantie de la Société des Nations signifie : 1° que cette Constitution doit obtenir l'approbation de la Société des Nations ; 2° que la Constitution ne peut être modifiée qu'avec l'autorisation de la Société des Nations, et 3° que la vie constitutionnelle de la Ville libre de Dantzig doit toujours se conformer aux stipulations de cette Constitution.

to Article 103 of this Treaty, the Constitution of the Free city "shall be placed under the guarantee of the League of Nations."

It may be well to define first the exact meaning of the terms "Protection" of the League, and « Guarantee » of the Constitution by the League. The "Protection" of the Free City by the League of Nations would appear to mean that the League of Nations shall undertake to respect and maintain against all foreign aggression the territorial integrity and the political independence of the Free City of Danzig in the same way as it does for all members of the League of Nations under Article 10 of the Covenant.

This collective protection by the League of Nations implies the exclusion, save for restrictions provided at the time of the establishment of the Free City, of all individual interference by other Powers in the affairs of Danzig. With regard to these restrictions, the provisions of Article 104 of the Treaty of Versailles should be noted. This Article states that the Principal Allied and Associated Powers undertake to arrange the terms of a Convention between the Polish Government and the Free City, to come into force at the same time as the Constitution of the City of Danzig, for the following purposes :

(1) To place the Free City of Danzig within the limits of the Customs frontier of Poland, and to provide for the establishment of a free zone in the port.

(2) To guarantee to Poland, without any restriction, the free use and the services of waterways, docks, basins, wharves and other works on the territory of the Free City, which are necessary for Poland's imports and exports.

(3) To guarantee to Poland the control and administration of the Vistula, and of the whole railway system within the boundaries of the Free City, with the exception of the tramways and other lines chiefly serving the needs of the Free City, and likewise the control and administration of postal, telegraphic and telephonic communication between Poland and the Port of Danzig.

(4) To guarantee to Poland the right of developing and improving the waterways, docks, basins, wharves, railways and other works and means of communication above stated, and of hiring or purchasing on suitable terms the land and other property necessary for that purpose.

(5) To ensure that no discrimination be made in the Free City of Danzig against Polish nationals and other persons of Polish origin or language.

(6) To arrange for the Polish Government to undertake the conduct of foreign affairs of the Free City of Danzig and the protection of its nationals in foreign countries.

The provisions that I have just quoted are designed to guarantee Poland free access to the sea. It was not the intention of the Treaty of Versailles to incorporate the Free City in Poland. In the letter from the Peace Conference to the President of the German Delegation at Paris, dated June 16th, 1919, these words occur :

"The City of Danzig shall receive the Constitution of a Free City; its inhabitants shall be autonomous; they shall not pass under Polish Rule, and shall not form part of the Polish State. Poland shall obtain certain economic rights in Danzig; the City itself has been taken away from Germany because there was no other possible way of providing that 'free and safe access to the sea' which Germany had promised to grant."

I shall return later to the Convention between Danzig and Poland.

The provision of the Treaty of Versailles, according to which the Constitution of the Free City shall be placed under the guarantee of the League of Nations, implies :

(i) That this Constitution will have to obtain approval of the League of Nations ;

(ii) That the Constitution can only be changed with the permission of the League of Nations, and

(iii) That the Constitutional life of the Free City of Danzig must always be in accordance with the terms of this Constitution.

Il est évident que la garantie de la Constitution et la protection accordée par la Société sont intimement liées. L'idée fondamentale est que la Ville libre doit former dans l'organisation internationale de l'Europe une Communauté qui devra être protégée contre toute ingérence indue d'un pays quelconque et qui devra avoir une existence propre régulière, en respectant intégralement, cela va de soi, les stipulations du Traité de Versailles et les droits que ce Traité confère à la Pologne.

Il semble résulter de ces considérations que la Société des Nations doit examiner si cette Constitution présente les garanties essentielles d'une situation politique stable et pacifique et assurera un Gouvernement qui fonctionnera conformément aux principes d'après lesquels la Ville libre a été constituée, ainsi qu'aux obligations qui lui ont été imposées par le Traité de Paix de Versailles. Il faut notamment examiner si la constitution de la Ville libre contient des germes de désordres, d'administration défectueuse, d'anarchie ou de mépris pour les obligations internationales.

D'après l'article 103 du Traité de Paix de Versailles, la constitution de la Ville libre doit être élaborée d'accord avec le Haut-Commissaire de la Société des Nations, par des représentants de la Ville libre, régulièrement désignés.

En vue de préparer aussitôt que possible la Constitution de la Ville libre, le Conseil de la Société des Nations a nommé en date du 13 février dernier, un Haut-Commissaire à Dantzig, qui fut chargé de se rendre dans cette Ville et de soumettre en temps voulu à l'approbation du Conseil un projet de Constitution de la Ville libre.

Le Haut-Commissaire a soumis au Conseil des propositions pour les élections des représentants de la Ville libre, et le Conseil, après les avoir examinées, a, conformément à ces propositions, donné son autorisation, par une résolution en date du 11 avril dernier, pour qu'on procédât aux élections. Les élections ont eu lieu, et l'Assemblée Constituante de Dantzig s'est ouverte en date du 14 juin 1920. Par une note en date du 15 août, le Haut-Commissaire a transmis au Secrétaire-Général de la Société des Nations le Projet de la Constitution de la future Ville libre de Dantzig, tel qu'il a été adopté par l'Assemblée Constituante par 68 voix contre 44. La minorité comprenait les socialistes majoritaires, les socialistes indépendants et le parti polonais.

Le texte du Projet de la Constitution a été distribué aux Membres du Conseil avant la réunion de Bruxelles, avec un memorandum circonstancié du Secrétariat International. Ce memorandum contient un résumé des stipulations principales de la Constitution, ainsi que des considérations sur les conditions et les réserves à faire pour permettre à la Société des Nations de donner sa garantie à la Constitution.

Je ne veux pas entrer dans tous les détails, mais seulement m'en tenir aux points que j'ai trouvé nécessaire de mentionner dans la résolution que je vais soumettre au Conseil.

1^o L'art. 1^{er} du Projet de la Constitution prévoit la dénomination officielle de la Ville libre et hanséatique de Dantzig. Les mots « et hanséatique » doivent être supprimés si l'on entend se conformer exactement à la dénomination adoptée par le Traité de Versailles qui prévoit expressément « la Ville libre Dantzig ».

Cette expression « et hanséatique » devrait donc disparaître également dans tous les autres articles de la Constitution où elle figure.

2^o L'art. 4 du projet stipule que la langue officielle est l'allemand, et l'art. 5 que la législation et l'administration garantiront à la partie de la population qui parle le polonais, la liberté de son développement national ; notamment l'emploi de sa langue maternelle dans les écoles, dans l'administration intérieure et devant les tribunaux. Il semblerait désirable de fondre ces deux articles en un seul, pour bien établir que les stipulations des deux articles sont de la même valeur.

3^o L'art. 39, alinéa *b*, vise les pouvoirs du Sénat en matière d'administration. Bien qu'il ne paraisse pas nécessaire d'en faire mention expresse dans le texte, cette disposition doit naturellement être entendue sous la réserve des stipulations de l'art. 104 du Traité de Versailles.

It is obvious that the guarantee of the Constitution and the protection given by the League are intimately connected. The fundamental idea is that the Free City should form in the international organisation of Europe a community which must be protected against all undue interference on the part of any country, and which must have its own regular existence. It is, of course, understood that it would accept in their entirety the terms of the Treaty of Versailles and the rights which this Treaty confers on Poland.

It would seem to follow from these considerations that the League of Nations should examine whether this Constitution provides the necessary guarantees for a stable and peaceable political situation, and will ensure a Government which will carry out its duties in accordance with the principles on which the Free City has been constituted, and likewise the obligations which have been imposed upon it by the Peace Treaty of Versailles. It is particularly necessary to see whether the Constitution of the Free City contains germs of disorder, inadequate government, anarchy, or disregard for international obligations.

By Article 103 of the Peace Treaty of Versailles, the Constitution of the Free City must be prepared in detail, in agreement with the High Commissioner of the League of Nations, by representatives of the Free City regularly nominated. In order to prepare the Constitution of the Free City as soon as possible, the Council of the League of Nations appointed, on February 13th last, a High Commissioner for Danzig, who was ordered to proceed to that town and to submit in due course for the approval of the Council a scheme for the Constitution of the Free City.

The High Commissioner has submitted to the Council proposals for the election of representatives of the Free City, and the Council, after having examined them, in accordance with these proposals, authorised, by a resolution, dated April 11th last, the holding of elections. The elections took place, and the Danzig Constituent Assembly assumed its duties on June 14th, 1920. By a note dated August 15th, the High Commissioner transmitted to the Secretary-General of the League of Nations the scheme for the Constitution of the future Free City of Danzig, as adopted by the Constituent Assembly by 68 votes to 44. The minority included: Majority Socialists, the Independent Socialists, and the Polish party.

The text of the draft Constitution was distributed to members of the Council before the Brussels meeting, together with a detailed memorandum from the International Secretariat. This memorandum contains a summary of the chief provisions of the Constitution, and likewise remarks on the conditions and the reservations necessary to enable the League of Nations to give its guarantee to the Constitution.

I do not wish to enter into all the details, but will confine myself to the points that I have found necessary to mention in the resolution that I shall submit to the Council:

1. The first Article of the draft Constitution provides that the official title should be the "Free and Hanseatic City of Danzig." The words "and Hanseatic" should be suppressed, if it is intended to conform exactly to the nomenclature adopted by the Treaty of Versailles, which expressly provides for the words "The Free City of Danzig." The expression "and Hanseatic" should also be suppressed in the other Articles of the Constitution in which it occurs.

2. Article 4 of the scheme provides that the official language should be German, and Article 5 that the legislature and administration shall guarantee to the Polish speaking part of the population free national development, particularly as regards the use of its mother-tongue in schools, in interior administration, and in legal proceedings. It would appear desirable to merge these two Articles in one, so that it shall be clearly established that the provisions of the two Articles are of equal importance.

3. Article 39, paragraph (b), concerns the powers of the Senate as regards administration. Although it does not seem necessary expressly to mention the fact in the text, this provision must naturally be understood to be subject to the reservations made in the provisions of Article 104 of the Treaty of Versailles.

4° A l'art. 41, il est dit : « Le Sénat représente la Ville libre de Dantzig dans ses relations avec l'Etranger ». Ceci pourrait soulever aisément des malentendus, étant donnée la stipulation de l'art. 104, N° 6, du Traité de Versailles, d'après laquelle la Convention Dantzig-Pologne devra faire assurer par le Gouvernement Polonais la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig, ainsi que la protection de ses nationaux dans les pays étrangers. Le sens exact de la stipulation susvisée de l'art. 41 doit être que le Sénat est chargé de s'occuper des affaires extérieures intéressant Dantzig, étant bien entendu que cette décision ne porterait aucune atteinte aux droits expressément prévus pour la Pologne, et ci-dessus rappelés.

L'alinéa de l'art. 41 et l'art. 44, alinéa F, doivent, pour la même raison, être entendus en ce sens qu'ils ne sauraient porter atteinte à ladite prévision de l'art. 104 N° 6 du Traité de Versailles.

5° L'art. 48 du Projet de la Constitution a trait aux amendements de la Constitution. Il est évident que les amendements de la Constitution ne peuvent entrer en vigueur avant qu'ils aient été communiqués à la Société des Nations, et que la Société ait déclaré qu'elle n'a aucune objection à formuler.

6° L'art. 57 doit être entendu avec une réserve analogue à celle de l'art. 56, étant donnés les droits de la Pologne d'après l'art. 104 du Traité de Versailles.

7° L'art. 71 du Projet de Constitution déclare que la qualité de citoyen de l'Etat de Dantzig s'acquiert ou se perd en vertu des dispositions d'une loi. La Société des Nations est intéressée à ce que le droit de cité de Dantzig ne soit pas étendu ou restreint d'une façon inopportune, et il semblerait désirable de demander à l'assemblée Constituante de Dantzig de faire soumettre, dans un délai rapproché, par exemple dans les six mois qui suivront, la communication de la décision du Conseil de la Société des Nations, pour l'examen par la Société des principes du projet de la loi en question.

8° La Constitution ne stipule pas que la Société des Nations ait le droit d'obtenir des renseignements sur la gestion du Gouvernement de Dantzig. Toutefois, il semble que la protection à accorder par la Société des Nations à la Ville libre de Dantzig et la garantie à donner par la Société à la Constitution de cette Ville, rendent indispensable pour la Société de pouvoir obtenir, le cas échéant, du Gouvernement de Dantzig, des informations authentiques sur les affaires publiques de cette Ville.

La Société des Nations, d'après l'art. 103 du Traité de Versailles, alinéa 2, aura à Dantzig un Haut-Commissaire chargé de statuer en première instance sur toutes les contestations qui viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre au sujet dudit Traité, ou des arrangements et accords complémentaires. Ce Haut-Commissaire recevra certainement des informations sur les affaires qui lui seront soumises conformément à cette stipulation. Mais ceci ne semble pas suffisant. Il faut que la Société des Nations puisse obtenir non seulement des informations dans les cas où il s'agit de contestations entre Dantzig et la Pologne, mais encore quand les devoirs et les droits découlant de la protection et de la garantie de la Société peuvent être mis en cause.

9° Il est remarquable de constater qu'aucune stipulation n'a été insérée dans la Constitution relativement aux forces militaires de la Ville libre. Il conviendrait d'établir de façon non équivoque du point de vue de la Société des Nations, que la Ville de Dantzig ne pourra pas servir de base militaire ou navale, qu'elle ne doit pas élever de fortifications ni autoriser la fabrication de munitions et de matériel de guerre sur son territoire, sans avoir obtenu préalablement, et dans chaque cas, le consentement de la Société des Nations.

Je reviendrai plus tard sur la question de savoir si dès maintenant la Société des Nations doit prendre une décision quelconque en vue de la défense militaire de la Ville libre de Dantzig.

J'ai déjà mentionné les restrictions dans l'indépendance politique de la Ville libre de Dantzig ; qui découlent de l'art. 104 du Traité de Paix de Versailles et j'ai donné lecture des stipulations dudit article. Il va de soi que la question de la protection de la Ville libre et de la garantie de sa Constitution est intimement

4. Article 41 states that "the Senate represents the Free City of Danzig in its relations with foreign States." This might easily give rise to misunderstanding, in view of the provisions of Article 104, No. 6, of the Treaty of Versailles, according to which the Danzig-Poland Convention must arrange for the conduct by the Polish Government of the foreign affairs of the Free City of Danzig, and the protection of its nationals in foreign countries. The exact meaning of the provision of Article 41 mentioned above, must be that it is the duty of the Senate to deal with foreign affairs concerning Danzig, it being clearly understood that this decision should in no way affect the rights expressly reserved for Poland and recapitulated above. Paragraph 2 of Article 41 and Article 44, paragraph (f), should, for the same reason be understood to affect in no way the provision of Article 104, No. 6, of the Treaty of Versailles.

5. Article 48 of the draft Constitution deals with amendments to the Constitution. It is obvious that amendments to the Constitution cannot come into force until they have been communicated to the League of Nations, and before the League has declared that it has no objections to make.

6. Article 57 should be read with a reservation analogous to that of Article 56, having regard to the rights of Poland under Article 104 of the Treaty of Versailles.

7. Article 71 of the draft Constitution declares that citizenship of the City of Danzig can be acquired or lost according to the provisions of a law. It is to the interest of the League of Nations that citizen rights of Danzig should not be extended or restricted in an improper way, and it would appear desirable to ask the Danzig Constituent Assembly to submit the essential points of the draft of this law for examination by the League within a short period, for instance within six months following the announcement of the decision of the Council of the League of Nations.

8. The Constitution does not lay down that the League of Nations should have the right to obtain information as to the working of the Government of Danzig. Nevertheless, it would seem that the protection to be given by the League of Nations to the Free City of Danzig, and the guarantee of the Constitution of this town by the League, make it indispensable that the League should be enabled to obtain, if necessary, from the Danzig Government accurate information on the public affairs of this town.

The League of Nations by Article 103 of the Treaty of Versailles, paragraph 2, shall have at Danzig a High Commissioner, whose duties shall include that of giving a summary decision in all disputes which might arise between Poland and the Free City on the subject of the said Treaty or supplementary arrangements and agreements. This High Commissioner will certainly receive information with regard to the matters which will be submitted to him in accordance with this provision. But this does not appear to be sufficient. It is necessary that the League of Nations should be able to obtain information, not only in the case of disputes, between Danzig and Poland, but also when the duties and rights arising from the protection and the guarantee of the League may come into question.

9. It is strange to note that no provision has been inserted in the Constitution with regard to the Military Forces of the Free City. It would be desirable from the point of view of the League of Nations to lay down in no uncertain terms that the City of Danzig shall not be used as a military or naval base, and that it shall not construct fortifications or authorise the manufacture of munitions or war material in its territory, without having previously and in each case obtained the consent of the League of Nations. I shall return later to the question whether the League of Nations should immediately come to some decision with regard to the military defence of the Free City of Danzig.

I have already mentioned the restrictions limiting the political independence of the Free City of Danzig which are the outcome of Article 104 of the Treaty of Peace of Versailles, and I have read the stipulations laid down in the said Article. It goes without saying that the protection of the Free City and of the guarantee of its constitution is intimately connected with the question as to what is to be the future international status of this Free City. The Convention with Poland is certainly of such importance as affecting this status that it would be difficult

liée à la question de savoir quel sera le statut futur de cette Ville libre dans la vie internationale. Et la Convention avec la Pologne est certainement d'une telle importance pour ce statut, qu'il serait difficile pour la Société des Nations de prendre une décision finale sans connaître la façon dont les stipulations de l'art. 104 sont exécutées par les Grandes Puissances. En d'autres mots, il importe, pour la Société des Nations, avant de passer sa résolution finale, de connaître le texte de la Convention négociée par les Principales Puissances Alliées entre la Ville libre de Dantzig et la Pologne.

Le Président de la Conférence des Ambassadeurs à Paris, en réponse à une demande du Conseil de la Société des Nations, a bien voulu communiquer à la Société des Nations le texte d'un projet de convention approuvé par la Conférence. Je trouve inutile d'entrer dans tous les détails ; je crois pouvoir dire que, d'une façon générale, ce projet de traité ne contient aucune stipulation qui pourrait porter atteinte à la position de Dantzig, comme Ville libre placée sous la protection de la Société des Nations et avec une constitution garantie par la Société.

J'ai l'honneur de signaler tout particulièrement à l'attention du Conseil les stipulations de l'art. 6 du Projet de Convention, d'après lesquelles aucun Traité ou accord international intéressant la Ville libre de Dantzig ne sera conclu par le Gouvernement Polonais sans une consultation préalable avec la Ville libre ; le résultat de cette consultation sera porté à la connaissance du Haut-Commissaire de la Société des Nations. Dans tous les cas, le Haut-Commissaire aura le droit d'opposer son veto à tout Traité ou accord international, dans la mesure où il s'appliquerait à la Ville libre de Dantzig, si le Conseil de la Société des Nations estime qu'il est en contradiction avec les stipulations du présent Traité ou avec le statut de la Ville libre.

D'après l'art. 19 du Projet de Convention, il sera créé un Conseil du Port et des voies d'eau de Dantzig, composé en parties égales de commissaires polonais et de commissaires dantzigois. Le Président sera choisi d'accord entre le Gouvernement polonais et le Gouvernement de la Ville libre. A défaut d'accord dans le mois qui suivra la mise en vigueur de la Convention, le Conseil de la Société des Nations sera sollicité par le Haut-Commissaire de la Société à Dantzig, de désigner un Président de nationalité suisse.

D'après l'art. 26 du Projet de Convention, le Conseil du Port, aura l'obligation d'assurer à la Pologne le libre usage et le service du Port et des moyens de communication spécifiée dans la Convention, sans aucune restriction et dans la mesure nécessaire pour assurer le trafic d'importation ou d'exportation à destination ou en provenance de la Pologne ; le Conseil du Port aura l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le développement et l'amélioration du port et des voies de communication, afin de faire face à tous les besoins de ce trafic. Dans le cas où ces dispositions viendraient à n'être pas observées, la Ville libre de Dantzig et la Pologne auront le droit d'exercer le recours à la Société des Nations, conformément à l'art. 39 du Projet.

L'article 28 du Projet prescrit qu'en tous temps et en toutes circonstances, la Pologne aura le droit d'importer et d'exporter par Dantzig des marchandises de quelque nature qu'elles soient, non prohibées par les lois polonaises.

Par l'art. 33, la Ville libre s'engage à protéger les minorités de race, de religion ou de langue, conformément aux stipulations contenues dans le Traité du 28 juin 1919 entre la Pologne et les Principales Puissances Alliées et Associées, lesquelles stipulations ont déjà été placées sous la garantie de la Société des Nations par une résolution du Conseil en date du 13 février 1920.

Le Projet prévoit des négociations entre la Ville libre de Dantzig et la Pologne en vue de la conclusion de différents arrangements supplémentaires. L'art. 39 prescrit : « Tout différend qui viendrait à s'élever entre la Pologne et la Ville libre au sujet du présent Traité ou de tous autres accords, arrangements et conventions ultérieures ou de toutes questions touchant aux relations de la Pologne et de la Ville libre, sera soumis, par l'une ou l'autre partie, à la décision du Haut-Commissaire, qui, s'il l'estime nécessaire, reverra l'affaire au Conseil de la Société des Nations. Les deux parties conservent la liberté de faire appel au Conseil de la Société des Nations. Cette disposition est d'autant plus accep-

for the League of Nations to make a final decision without knowing in exactly what way the stipulations laid down in Article 104 of the Treaty of Peace will be carried out by the Great Powers. In other words, the League of Nations, before making its final decision, must know the text of the Convention arranged by the Principal Allied Powers between the Free City of Danzig and Poland.

The President of the Conference of Ambassadors at Paris in reply to a request of the Council of the League of Nations has kindly communicated to the League the text of a Draft Convention approved by the Conference. It seems to me to be useless to enter into all details ; but it suffices to say in a general way, that this Draft Treaty, contains no stipulation which could endanger the position of Danzig, as a Free City placed under the protection of the League of Nations, and with a Constitution guaranteed by the League.

I have the honour to draw the special attention of the Council to the stipulations of Article 6 of the Draft Convention according to which no Treaty or International Agreement concerning the Free City of Danzig shall be concluded by the Polish Government without previous consultation with the Free City. The result of this consultation shall be made known to the High Commissioner of the League of Nations. In every case, the High Commissioner shall have the right of placing his veto on every Treaty or International Agreement, in so far as it applies to the Free City of Danzig, if the Council of the League of Nations considers that it is contrary to the stipulations of the present Treaty, or to the status of the Free City.

In accordance with Article 19 of the Draft Convention, a Port and Waterways Council for the City of Danzig shall be established, composed in equal numbers of Polish and Danzig Commissioners. The President will be chosen by agreement between the Polish Government and the Government of the Free City. Failing an agreement within a month after the coming into force of this Convention, the Council of the League of Nations shall be appealed to by the High Commissioner of the League at Danzig to appoint a President who shall be of Swiss nationality.

According to Article 26 of the Draft Convention, the Council of the Port must ensure that Poland shall have free use of the Port and means of communication specified in the Convention without any restrictions, and as far as may be necessary to safeguard the import and export trade destined to and from Poland ; the Council of the Port will further be obliged to take all necessary measures to ensure the development and improvement of the Port and of the means of communication, in order to meet the needs of this traffic. Should these conditions not be observed, the Free City of Danzig and Poland shall have the right to appeal to the League of Nations in conformity with Article 39 of the draft.

Article 28 of the Draft lays down that at all times and under all circumstances Poland shall have the right of import and export through Danzig, of merchandise of any sort whatever, not prohibited by the laws of Poland.

According to Article 33, the Free City undertakes to give protection to minorities of race, religion and language, in accordance with the stipulations contained in the Treaty of the 28th June, 1919, concluded between Poland and the Principal Allied and Associated Powers ; these stipulations have already been placed under the guarantee of the League by a Resolution of the Council dated February 13th, 1920.

The draft arranges for negotiations between the Free City of Danzig and Poland with a view to the conclusion of various supplementary agreements—Article 39 lays down that :

“ Any differences arising between Poland and the Free City of Danzig in connection with the present Treaty or any other subsequent agreements, arrangements or conventions, or any matters affecting the relations between Poland and the Free City, shall be submitted by one or the other Party to the decision of the High Commissioner, who shall, if he deems it necessary, refer the matter to the Council of the League of Nations.

» table de la part de la Société des Nations qu'elle est déjà prévue par le Traité
» de Versailles, art. 103, alinéa 2, qui prescrit : « Le Haut-Commissaire sera éga-
» lement chargé de statuer en première instance sur toutes les contestations qui
» viendraient à s'élever entre la Pologne et la Ville libre au sujet du présent
» Traité ou des arrangements et accords complémentaires. »

L'art. 40 du projet de convention prescrit qu'aucune modification ne pourra être apportée à la Convention que par accord entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig. Comme la Convention entre la Pologne et la Ville libre est prévue par le Traité de Paix de Versailles et comme elle a une importance toute particulière pour la position internationale de cette Ville, il semble désirable que la Société des Nations, en acceptant de donner sa protection à Dantzig et de placer sa constitution sous sa garantie, doive se réserver qu'aucune modification fondamentale ne soit introduite dans la Convention avec l'assentiment préalable de la Société des Nations.

Le texte de la Convention entre Dantzig et la Pologne qui a été soumis aux membres du Conseil lors de la session de Bruxelles a subi quelques modifications pendant les négociations qui ont eu lieu tout dernièrement à Paris entre les représentants de Dantzig et ceux du Gouvernement Polonais, auquel je me suis référé ci-dessus. Toutefois, le texte définitif ne diffère dans aucun point décisif et intéressant la Société des Nations, du projet soumis au Conseil à Bruxelles. Une copie du texte définitif vient d'être distribuée aux membres du Conseil.

Avant de formuler un projet de résolution, il me reste, à traiter d'une question soulevée par la lettre à la Société des Nations en date du 20 octobre, du Président de la Conférence des Ambassadeurs. Cette lettre fait mention de l'intention des Puissances, en constituant en Ville libre Dantzig et le territoire visé à l'art. 100 du Traité de Versailles, d'établir entre la Ville libre et la Pologne les relations les plus intimes. Les Puissances voulaient, en effet, rendre à la Pologne un libre accès à la mer. « A cette fin — dit la lettre du Président — la Ville libre a été placée » en dedans des limites de la frontière douanière polonaise ; la Pologne s'est vue » reconnaître le contrôle et l'administration des communications postales, télégra- » phiques et téléphoniques entre elle et le port, où elle jouit, d'autre part, de droits » étendus ; enfin, la conduite des affaires extérieures de la Ville libre lui appar- » tient. Aussi bien, en raison de l'étroite liaison ainsi établie entre la Ville libre » et la Pologne qu'en considération de la volonté clairement exprimée des Puis- » sances signataires du Traité de Versailles de donner à la Pologne un libre accès » à la mer, le Gouvernement polonais paraît donc désigné pour recevoir de la So- » ciété des Nations le mandat d'assurer éventuellement la défense de la Ville » libre. »

La lettre du Président de la Conférence des Ambassadeurs soulève un problème que votre rapporteur aurait nécessairement à considérer, même si cette lettre n'avait pas été adressée à la Société des Nations ; le grave problème de savoir par quels moyens la Société peut exercer la protection de la Ville libre en cas de conflit international armé.

Trois cas distincts me semblent pouvoir se présenter :

I. — Agression, menace ou danger d'agression contre la Ville libre de Dantzig, sans que cette agression, menace ou danger d'agression s'étende au territoire polonais. Dans ce cas, le Conseil de la Société des Nations avisera aux moyens d'assurer le respect de l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Ville libre. Autant qu'il est possible de le prévoir actuellement, le Conseil de la Société, ayant en vue l'intérêt tout particulier de la Pologne de sauvegarder la Ville libre de Dantzig contre toute occupation étrangère, s'adressera certainement à la Pologne pour lui demander de prêter main forte pour la défense du territoire de la Ville libre. Il dépendra des circonstances si le Conseil doit demander en même temps la collaboration d'autres Membres de la Société des Nations dans le même but.

“Both Parties retain the right to appeal to the Council of the League of Nations.”

This arrangement is the more acceptable to the League inasmuch as it has already been provided for by the Treaty of Versailles, Article 103, paragraph 2 which provides that :

“It shall also be the duty of the High Commissioner to adjudicate in the first instance upon all disputes which may arise between Poland and the Free City, with regard to the present Treaty, or any supplementary arrangements or agreements.”

Article 40 of the Draft Convention lays down that no modification shall be made in the Convention except by agreement between Poland and the Free City of Danzig.

As the Convention between Poland and the Free City is already provided for by the Treaty of Peace of Versailles, and as it is of unique importance as regards the international position of this City, it would seem desirable that the League of Nations, while giving protection to Danzig and placing its constitution under its own guarantee, should make a reservation that no fundamental modification should be introduced into the Convention with Poland without previous agreement with the League of Nations. The text of the Convention between Danzig and Poland, which was submitted to the Council at the Brussels Session was somewhat modified during the negotiations referred to above, which took place recently at Paris between the representatives of Danzig and those of the Government of Poland. Nevertheless, the final text does not differ in any vital point, or in any point of interest to the League from the Draft Report submitted to the Council in Brussels. A Copy of the final text has just been distributed to the Members of the Council.

Before formulating a Draft Resolution, I have still to deal with the question raised by the letter addressed to the League and dated the 20th October, from the President of the Conference of Ambassadors. This letter mentioned the intention of the Powers in constituting the Free City of Danzig and the territory included in Article 100 of the Treaty of Versailles, to establish the most intimate relations between the Free City and Poland. The Powers were desirous of giving Poland free access to the sea. “With this aim,” says the letter from the President, “the Free City has been placed within the limits of the Polish Customs Frontier, Poland obtaining the control and the administration of the Postal, Telegraphic and Telephonic communications between herself and the Port, in which she also enjoys extensive rights. Finally, the conduct of the foreign affairs of the Free City is placed in her hands. Moreover, by reason of the close connection thus established between the Free City and Poland, and considering the desire, clearly expressed by the Signatory Powers of the Treaty of Versailles, to give Poland free access to the sea, it seems probable that the Polish Government will, if circumstances require it, receive from the League of Nations the mandate to ensure the defence of the Free City.

The letter from the President of the Conference of Ambassadors deals with a problem which your *Rapporteur* would have been obliged to consider, even if this letter had not been addressed to the League ; the serious problem of discovering by what means the League can protect the Free City in the case of an armed international conflict. There would appear to be three possibilities :

(1) Aggression, threat or danger of aggression against the Free City of Danzig, this aggression, threat or danger of aggression not extending to Polish territory. In this case the Council of the League of Nations will consider methods to ensure respect for the territorial integrity and the political independence of the Free City. As far as it is possible at present to foresee, the Council of the League, having regard to the special interest Poland has in safeguarding the Free City of Danzig against any foreign occupation, will certainly apply to Poland for armed assistance in the defence of the territory of the Free City. It will depend upon the circumstances whether the Council will demand at the same time the collaboration of other Members of the League of Nations for the same purpose.

II. — Si la Pologne est attaquée par un Etat quelconque, contrairement au Pacte de la Société des Nations, il est évident que la Ville libre de Dantzig sera exposée à ne pas pouvoir remplir sa fonction de donner libre accès à la mer à la Pologne.

L'art. 28 du Projet de Convention précité stipule « qu'en tous temps et en » toutes circonstances, la Pologne aura le droit d'importer et d'exporter par » Dantzig des marchandises, de quelque nature qu'elles soient, non prohibées par » les lois polonaises ». Cette stipulation comprend certainement aussi des munitions et autre matériel de guerre. Il ressort de ce que j'ai dit ci-dessus que je ne considère pas cette stipulation contraire au Traité de Versailles et que, partant, la protection de la Société des Nations doit s'étendre aussi à l'importation en Pologne des nécessités de guerre pendant les hostilités. Dans ces circonstances, le Conseil de la Société des Nations sera obligé d'aviser aux moyens d'assurer la protection de la Ville libre contre toute agression qui pourrait empêcher les opérations du Port de la Ville, et il semble très probable que le Conseil de la Société demanderait à la Pologne de se charger de l'exécution de ce devoir de protection sans ou avec la collaboration d'autres Etats Membres de la Société des Nations.

III. — Dans le cas où la Pologne aurait un différend avec un autre Etat et si le Conseil ne réussissait pas à faire accepter son rapport, conformément à l'art. 15 du Pacte par tous ses membres autres que les représentants des parties au différend, chacune des parties serait libre d'agir comme elle le jugerait utile. Dans ce cas, et après l'expiration des délais prescrits par le Pacte, une guerre pourra éclater entre la Pologne et une autre puissance, qui ne sera pas contraire aux engagements découlant du Pacte, mais qui, d'autre part, ne comportera pas, pour la Société des Nations, le devoir ou le droit de donner son assistance à l'une des deux parties. Quelle sera alors la position de la Ville libre de Dantzig? Evidemment, la protection de la Ville libre par la Société des Nations ne peut pas obliger la Société des Nations à prendre parti pour la Pologne dans la lutte. D'autre part, la protection accordée par la Société à la Ville libre ne semble pas cesser du fait d'une telle guerre. La solution logique et pratique me paraît devoir être la suivante : la Société des Nations garantira à la Pologne le fonctionnement des opérations du port de Dantzig en dehors du territoire de la Ville libre, et sans permettre à la Pologne ni à l'autre partie belligérante d'établir une base militaire au dedans du territoire de la Ville libre.

Pour résumer, je me rallie à l'opinion exprimée par la Conférence des Ambassadeurs, que le Gouvernement Polonais paraît particulièrement désigné pour recevoir éventuellement de la Société des Nations le mandat d'assurer la défense de la Ville libre, mais il importe de préciser que ce mandat ne pourra jamais être donné à titre exclusif et qu'il ne pourra être donné qu'après considération par le Conseil de la Société des Nations des circonstances particulières dans chaque cas pour éviter que la Société des Nations, protectrice de la Ville libre de Dantzig, ne prenne parti dans une lutte internationale que conformément aux stipulations du Pacte.

Avant de soumettre au Conseil mon projet de résolution sur la protection de la Ville libre et la garantie de sa constitution, il me reste encore à considérer la question de la nomination du Haut-Commissaire définitif qui doit résider dans la Ville Libre.

Lors de la résolution du Conseil, en date du 13 février 1920, Sir Reginald Tower fut nommé Haut-Commissaire de la Société des Nations, à titre provisoire, jusqu'à ce que la Constitution de la Ville libre fût placée sous la garantie de la Société des Nations. Sir Reginald Tower a fait savoir au Secrétaire Général de la Société des Nations qu'il est toujours dans l'intention, qu'il lui a exprimée dès sa nomination, de considérer son mandat comme terminé aussitôt que la Ville libre aura été constituée. Sir Reginald Tower a demandé que les expressions de son regret de quitter le Service de la Société des Nations soient transmises au Conseil de la Société. Il a aussi exprimé ses remerciements pour la courtoisie qui lui a été toujours témoignée de la part de la Société. Le Conseil sera certainement d'accord avec moi de demander au Secrétaire Général de présenter à Sir Reginald Tower les remerciements de la Société des Nations pour les services qu'il a rendus dans sa position de Haut-Commissaire.

(2) If Poland is attached by any State whatsoever, contrary to the Covenant of the League of Nations, it is evident that the Free City of Danzig may not be able to fulfil its function of giving Poland free access to the sea.

Article 28 of the above-mentioned draft Convention stipulates "that at all times and in all circumstances Poland shall have the right to import and export, via Danzig, goods of any kind not prohibited by Polish law." This stipulation certainly also includes munitions and other war material. It is clear from what I have said above that I do not consider that this provision is in contradiction to the terms of the Treaty of Versailles, and that, therefore, the protection of the League of Nations ought to be extended also to the importation into Poland of war material during hostilities.

Under these circumstances, the Council of the League will be obliged to consider the means of insuring the protection of the Free City against any aggression which might hinder the working of the Port of the City, and it seems very probable that the Council would ask Poland to undertake this duty of protection either with or without the collaboration of other States Members of the League of Nations.

(3) In the event of a dispute between Poland and another State, if the Council should not succeed in obtaining acceptance of its proposals, in accordance with Article 15 of the Covenant, by all its Members others than the representatives of the disputing parties, each of the parties would be free to act as it thought fit. In this case and after the expiration of the time laid down by the Covenant, a war might break out between Poland and another Power, which would not be contrary to the engagements arising from the Covenant ; but which on the other hand, would not involve a duty or a right on the part of the League of Nations, to assist one of the two parties. What then would be the position of the Free City of Danzig ? It is evident that the protection of the Free City of Danzig by the League of Nations cannot oblige the League to take the part of Poland in the struggle. On the other hand, the protection granted by the League of Nations to the Free City would not seem to lapse as a result of such a war. The logical and practical solution should, I think, be the following : the League of Nations will guarantee to Poland the working of the Port of Danzig within the territory of the Free City, without permitting either Poland or the other belligerent party to set up a military base within the territory of the Free City.

In conclusion, I agree with the opinion expressed by the Conference of Ambassadors, viz., that the Polish Government appears particularly fitted to receive, if the circumstances require it, from the League of Nations the mandate to ensure, if occasion arises, the defence of the Free City, but it is important to make it clear that this mandate can never be made exclusive, and that it can only be given after due consideration by the Council of the League of the particular circumstances in each case, in order to avoid involving the League of Nations, as the protector of the Free City of Danzig in an international struggle, unless it be in conformity with the provisions of the Covenant.

Before submitting to the Council my draft resolution on the protection of the Free City and the guarantee of its Constitution, I have still to consider the question of the nomination of the permanent High Commissioner who is to reside there. In accordance with the resolution of the Council dated the 13th of February, 1920, Sir Reginald Tower was temporarily appointed High Commissioner of the League of Nations until the Constitution of the Free City should be placed under the guarantee of the League of Nations. Sir Reginald Tower has informed the Secretary-General of the League that he still intends, as he said at the time of his appointment, to consider his tenure of office terminated immediately the Free City has been constituted. Sir Reginald Tower asked that the expression of his regrets on leaving the service of the League of Nations, should be communicated to the Council of the League, and also expressed his thanks for the courtesy which has always been shown him by the League. The Council will certainly agree with me in asking the Secretary-General to convey to Sir Reginald Tower the thanks of the League of Nations for the services which he has rendered as High Commissioner.

Pour ce qui concerne la question de trouver un successeur à Sir Reginald Tower, j'ai bien réfléchi sur cette question importante, mais je n'ose pas dès maintenant soumettre un nom à l'approbation de mes collègues.

Le Président du Conseil, d'accord avec le Secrétaire Général et votre rapporteur, pourrait être prié de faire des propositions au Conseil au sujet du choix du Haut-Commissaire de la Société des Nations.

Le Haut-Commissaire doit être nommé pour un certain temps, qui pourrait être fixé à trois ans. Son mandat pourrait être renouvelable. Il va de soi que le Conseil doit toutefois se réserver le droit de révocation.

Le traitement du Haut-Commissaire permanent doit correspondre à ses fonctions, très importantes et représentatives ; une somme de 100 000 francs or par an ne semblerait pas excessive. Il recevrait, de plus, l'indemnité nécessaire pour défrayer les dépenses résultant de ses voyages officiels, de sa correspondance, l'entretien de son bureau et des traitements de son personnel.

Le Président du Conseil, le Secrétaire Général et votre rapporteur pourraient être chargés de provoquer un accord entre le Gouvernement polonais et la Ville libre de Dantzig, pour établir les contributions respectives aux frais d'entretien du poste de Haut-Commissaire à Dantzig.

Les contributions du Gouvernement polonais et de la Ville libre de Dantzig devraient être versées à la caisse de la Société des Nations, qui mettrait les sommes nécessaires à la disposition du Haut-Commissaire.

Finalement, je dois mentionner les frais encourus jusqu'à l'établissement du Haut-Commissaire permanent par son prédécesseur temporaire. Ces frais ont été avancés, en grande partie, par les Principales Puissances Alliées, qui se réservent de les recouvrer auprès de la Ville libre de Dantzig. Le Conseil de la Société des Nations, par sa résolution du 13 février, s'est également réservé le droit de charger la Ville libre du remboursement des frais peu importants que le Secrétariat international a dû encourir pour faire face aux dépenses de l'administration du Haut-Commissaire temporaire.

I have given much thought to the important question of finding a successor to Sir Reginald Tower. I do not venture at this juncture to submit a name for the approval of my colleagues.

The President of the Council, in agreement with the Secretary-General and myself, might be asked to make proposals to the Council as to the choice of the High Commissioner of the League.

The High Commissioner should be nominated for a certain period which might be fixed at 3 years. He might be reappointed. It is unnecessary to add that the Council should reserve the right of dismissal.

The salary of the permanent High Commissioner should be in accordance with his very important and representative duties : 100,000 gold francs a year does not seem to be excessive. He should also receive an allowance for travelling expenses on official business, for correspondence, for the maintenance of his office staff, and the salary of the personnel.

The President of the Council, the Secretary-General and your *Rapporteur* might be entrusted with the duty of bringing about an agreement between the Polish Government and the Free City of Danzig, with regard to their respective contributions towards the upkeep of the post of High Commissioner at Danzig. The contributions of the Polish Government and of the Free City should be paid into the funds of the League of Nations, which would place the necessary sums at the disposal of the High Commissioner.

Finally, I must refer to the expenditure incurred by the temporary High Commissioner up to the appointment of his permanent successor. The funds to meet this were, for the greater part, advanced by the Principal Allied Powers, who reserve the right to recover them from the Free City of Danzig. The Council of the League of Nations, in its resolution of February 13th, also reserved the right of debiting the Free City with the minor outlay incurred by the International Secretariat to meet the administrative expenses of the temporary High Commissioner.
